

**DECISION N° 010/18/ARMP/CRD/DEF 24 JANVIER 2018  
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN  
COMMISSION LITIGE SUR LE RECOURS DE LA SOCIÉTÉ EBRG CONTESTANT  
L'ATTRIBUTION PROVISoire DU MARCHÉ RELATIF AUX TRAVAUX DE  
REHABILITATION DU SERVICE CHIRURGIE, DES SALLES D'HOSPITALISATION ET  
DE RÉANIMATION DU SERVICE DE MATERNITÉ LANCE LE CENTRE HOSPITALIER  
REGIONAL DE ZIGUINCHOR DU MINISTRE DE LA SANTE ET DE L'ACTION  
SOCIALE.**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION  
LITIGES,**

VU la loi n° 65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 ;

VU le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) ;

VU le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics ;

VU le décret n° 2017-527 du 11 avril 2017 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) ;

VU la décision n°0005/ARMP/CRMP du 20 mai 2008 portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés publics ;

VU la résolution n°09-12 du 13 décembre 2012 instituant le versement d'une consignation pour la saisine du Comité de Règlement des Différends ;

VU la résolution n° 04-17 du 20 avril 2017 portant nomination des membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP ;

VU le recours du gérant de la société EBRG en date du 04 décembre 2017 ;

VU la quittance de consignation n°100012017003484 du 14 décembre 2017 ;

Monsieur Moussa DIAGNE, entendu en son rapport ;

En présence de Monsieur Oumar SAKHO, Président ; de Madame Habibatou BABOU WADE, Messieurs Alioune Badara FALL et Abdourahmane NDOYE, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De monsieur Saër NIANG, Directeur général de l'ARMP, secrétaire rapporteur du CRD, assisté par ses collaborateurs, observateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;



Adopte la présente décision :

Par lettre en date du 14 décembre 2017, reçue le 15 octobre 2017, le Directeur de la société EBRG a saisi l'ARMP pour contester le rejet de son offre concernant marché lancé par le Centre Hospitalier Régional de Ziguinchor du Ministère de la Santé et de l'Action sociale, relatif aux travaux de réhabilitation du service chirurgie, des salles d'hospitalisation et de réanimation du service de maternité.

### **LES FAITS**

Le Centre Hospitalier Régional de Ziguinchor (CHTZ) a fait publier un avis d'appel d'offres dans le journal « Le Soleil » n°14184 de l'édition du 08 septembre 2017, en 2 lots pour la réalisation de travaux de réhabilitation du service chirurgie R+1 et des salles d'hospitalisation et réanimation du service maternité.

A l'ouverture des plis, six (6) offres ont été reçues.

Au terme de l'évaluation des offres, la commission des marchés a proposé d'attribuer le lot 1 portant sur la réhabilitation du service chirurgie R+ 1 à l'entreprise DA - ROSA et le lot 2 relatif à la réhabilitation des salles d'hospitalisation et de réanimation du service maternité à l'entreprise 7 VISION qui ont proposé pour lesdits lots, les offres jugées conformes, évaluées moins-disantes et remplissant les critères de qualification requis.

Dès qu'elle a pris connaissance des résultats de l'attribution provisoire, la société EBRG a saisi l'autorité contractante pour contester le rejet de son offre pour le lot 2 par lettre du 11 décembre 2017.

Non satisfaite de la réponse de l'autorité contractante du 13 décembre 2017, le requérant a porté sa réclamation devant le CRD par courrier en date du 14 décembre 2017.

Par décision n° 291/17 du 20 décembre 2017, le CRD a jugé le recours de la société EBRG recevable, ordonné la suspension de la procédure de passation et saisi l'autorité contractante pour production des documents nécessaires à l'instruction.

Suivant courrier du 11 janvier 2018, reçu le 16 janvier 2018, le CHTZ a transmis à l'ARMP les pièces demandées.

### **LES MOYENS DEVELOPPES A L'APPUI DU RECOURS**

Le requérant conteste le rejet de son offre au motif que pour le lot 2, l'autorité contractante n'a pas demandé de capacité financière.

### **LES MOTIFS DONNES PAR L'AUTORITE CONTRACTANTE**

L'autorité contractante soutient que le requérant n'est pas qualifié du fait qu'il n'a pas satisfait au critère relatif à la capacité financière.

En effet, selon elle, dans le DAO, il est demandé aux soumissionnaires de fournir, notamment, les preuves de la capacité financière à exécuter les prestations sollicitées



par une attestation de fonds propres ou une ligne de crédit délivrée par une institution financière agréée par le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan du Sénégal d'au moins, de 24 000 000 F CFA.

Elle souligne en réponse, que le requérant a fourni un document intitulé « situation financière de l'entreprise » pour les lots 1 et 2 en lieu et place d'une attestation de fonds propre ou une ligne de crédit délivrée par une institution financière agréée par le MEFP. Ce qui a conduit la commission des marchés à rejeter son offre pour non-conformité aux exigences du DAO.

### **L'OBJET DU LITIGE**

Il résulte des faits et motifs ci-dessus exposés que le litige porte sur le bien-fondé du rejet de l'offre de la société EBRG pour non qualification du candidat.

### **AU FOND**

Considérant que l'article 44 du Code des Marchés publics dispose que tout candidat doit justifier qu'il présente les capacités juridiques, techniques, financières et environnementales requises pour exécuter le marché en produisant tous les documents et attestations appropriés énumérés par le dossier d'appel à la concurrence ;

Considérant que la clause 5.1 alinéa 3 des Données Particulières du Dossier d'Appel D'Offres (DPAO) prévoient que les soumissionnaires doivent justifier de la capacité financière à exécuter les prestations sollicitées par une attestation de fonds propres ou une ligne de crédit délivrée par une institution financière agréée par le Ministère de l'Economie des Finances et du Plan du Sénégal d'un montant d'au moins de 24 000 000 F CFA pour le lot 1 ;

Considérant, cependant, que la capacité financière n'est requise par les DPAO que pour le lot 1 ;

Qu'ainsi la décision de la commission de disqualifier le soumissionnaire, pour n'avoir pas produit la preuve de sa capacité financière pour le lot 2, n'est pas fondée ;

Qu'au regard de ce qui précède, il y a lieu de dire que la décision de l'autorité contractante d'écarter l'offre du requérant pour avoir fourni une attestation de capacité financière non conforme n'est pas justifiée ;

Que le recours étant ainsi fondé, il y a lieu d'annuler la proposition d'attribution provisoire du marché, d'ordonner la reprise de l'évaluation ainsi que la restitution de la consignation ;



**PAR CES MOTIFS :**

- 1) Constate que l'autorité contractante affirme que l'offre de la société EBRG a été rejetée pour les lots 1 et 2 au motif que l'attestation de capacité financière fournie, est jugée non conforme aux exigences du dossier d'appel d'offres ;
- 2) Constate que le soumissionnaire a présenté un document intitulé « situation financière de l'entreprise » pour les lots 1 et 2 ;
- 3) Constate que la capacité financière n'est requise par les DPAO que pour le lot 1 ;
- 4) Dit que la commission n'est pas fondée à rejeter l'offre de EBRG pour le lot 2 ;
- 5) Ordonner l'annulation de la proposition d'attribution provisoire du marché et la reprise de l'évaluation ainsi que la restitution de la consignation ;
- 6) Dit que le Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics est chargé de notifier à la société EBRG, au Centre Hospitalier Régional de Ziguinchor du Ministère de la Santé et de l'Action sociale / Direction des Infrastructures des Equipements et de la Maintenance ainsi que la Direction centrale des Marchés publics, la présente décision qui sera publiée dans le site officiel des marchés publics.

**Le Président**



**Oumar SAKHO**

**Les membres du CRD**



**Habibatou BABOU WADE**



**Alioune Badara FALL**



**Abdourahmane NDOYE**

**Le Directeur Général  
Rapporteur**

**Saër NIANG**

